

Encore une fois, que pouvait-elle dire? Elle aurait pu dire que la proposition conservatrice frappait beaucoup plus durement le consommateur. Elle aurait pu dire que la plupart des hausses sont survenues parce que le gouvernement d'Alberta a ralenti la production. Elle aurait pu dire que les libéraux ont rempli leurs promesses électorales. Elle aurait pu dire que le gouvernement libéral a, en outre, présenté des mesures pour protéger le consommateur. Elle a oublié de parler de tout cela.

Par exemple, les habitants de Kingston ont le choix et peuvent avoir recours à d'autres combustibles que le mazout. Le gouvernement accorde jusqu'à \$800 par famille pour promouvoir la conversion à d'autres produits, que ce soit l'électricité, le gaz naturel, le bois, le gaz propane, l'énergie solaire, l'énergie éolienne ou n'importe quelle autre forme d'énergie renouvelable qu'on préfère. Cette subvention s'adresse à tous ceux qui veulent cesser de se chauffer au mazout au profit d'autres sources d'énergie qui seront moins coûteuses que le pétrole.

● (1600)

Nous avons également pris d'autres mesures. L'honorable représentante a parlé des Maritimes. Nous avons alloué l'équivalent de 500 millions de dollars pour construire un gazoduc dans les Maritimes et un dans l'île de Vancouver, pour nous assurer que les habitants des Maritimes, en particulier, puissent disposer de gaz naturel au même titre que les habitants des autres grandes régions de notre pays peuvent le faire pour l'instant. Grâce à cet argent, les habitants des Maritimes pourront acheter du gaz naturel à un prix qui sera non seulement concurrentiel par rapport à d'autres formes d'énergie mais qui sera, grosso modo, celui qui est pratiqué à Toronto. Grâce à cette politique, les habitants des Maritimes et de l'est du Québec profiteront donc équitablement des mesures du Programme énergétique national.

Mlle MacDonald: Oh, oh!

M. Lalonde: Je vois que le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) est revenue. Je m'en aperçois.

[Français]

Alors, monsieur le président, voilà des choses que l'honorable député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) et les députés de cette Chambre auraient pu signaler à leurs électeurs.

Le Programme énergétique national mis de l'avant par ce gouvernement et annoncé lors de la présentation du dernier budget a pour effet de protéger le consommateur d'une façon beaucoup plus adéquate et beaucoup plus généreuse que celle prévue dans le budget progressiste conservateur défait en 1979. Monsieur le président, avec les augmentations que nous avons dû imposer, à cause des coupures effectuées par le gouvernement de l'Alberta, selon lesquelles un gouvernement provincial a coupé 120,000 barils par jour de la production qui était accessible aux Canadiens, et qu'il nous faut importer de l'étranger à un fort coût, ceci a signifié qu'il nous a fallu ajouter environ 7¼c. le gallon à cause de la décision du gouvernement de l'Alberta de couper la production d'une façon aussi inutile et vraiment aussi dommageable à l'ensemble du Canada. En dépit de ces augmentations, le prix actuel est encore inférieur à ce qu'il aurait été pour l'essence sous le gouvernement progressiste conservateur. Mais elle aurait pu souligner encore une fois que le parti libéral, le gouvernement actuel, a respecté ses engagements vis-à-vis des consomma-

L'énergie

teurs. Nous avons fait en sorte l'an dernier qu'il n'y ait pas d'augmentation de 18c. le gallon. Nous l'avons fait en sorte jusqu'à maintenant et nous allons continuer de faire en sorte d'ici la prochaine élection que le résultat net de notre programme énergétique national entraîne pour le consommateur un prix considérablement inférieur à celui qui avait été prévu par le gouvernement progressiste conservateur.

Nous avons donc mis en œuvre un programme d'augmentation prévisible et graduel, de façon à permettre au consommateur de s'ajuster. C'est pour lui permettre de s'ajuster que nous avons annoncé, il y a quelques semaines, un programme d'octrois au citoyen atteignant jusqu'à \$800 par maison, pour permettre à ce citoyen de transformer son système de chauffage et d'abandonner le système de chauffage à l'huile pour adopter une autre forme de chauffage, qu'il s'agisse de l'électricité, du gaz naturel, du système solaire, d'un système au bois ou tout autre système que celui à l'huile.

Ce sont là des mesures efficaces que nous avons annoncées, mesures qui permettront aux consommateurs de faire véritablement des choix autres que celui d'être dépendants simplement de l'huile et du pétrole dont les prix vont inévitablement augmenter au cours des prochaines années. En outre, nous avons ajouté pour la construction du pipe-line vers les provinces Maritimes et vers l'Est du Québec une somme de 500 millions de dollars pour faire en sorte que ce pipe-line soit construit à un coût raisonnable pour le consommateur, et qu'il puisse entraîner un revenu suffisant pour les producteurs. Et nous avons annoncé que toute la région de l'Est paierait pour le gaz naturel le même prix qu'à Toronto, de façon que les régions économiquement un peu plus faibles se trouvent ainsi protégées par les mesures que nous avons annoncées et que nous mettrons en œuvre dès que nous pourrons compléter le gazoduc jusque dans l'Est du Canada, jusque dans les provinces Maritimes. Ce sont là les mesures que nous avons annoncées. L'honorable député aurait pu dire autre chose aussi.

[Traduction]

L'honorable représentante a laissé entendre que le gouvernement allait gagner de l'argent grâce au fonds d'indemnisation pétrolière. Je pense qu'elle aurait pu dire à ses électeurs en fin de semaine: «Ne croyez pas à ce paquet de sottises; cela n'a aucun sens.»

En fait, à l'occasion du dernier budget, le ministre des Finances (M. MacEachen) a dit—tout comme l'avait fait l'ancien ministre des finances du gouvernement conservateur—qu'il prévoyait d'accorder une subvention maximale pour les importations de pétrole. En l'occurrence, nous y avons alloué 350 millions de dollars. Or, il s'est avéré que l'ancien prélèvement d'indemnisation pétrolière ne suffirait absolument pas à couvrir les coûts en 1981-1982. Si nous n'avions eu que ce montant antérieur, nous nous serions retrouvés à la fin de l'année 1981-1982 avec un déficit de 500 millions de dollars que les contribuables de notre pays auraient dû payer. Mais grâce à l'augmentation du prix du pétrole, nous aurons suffisamment de fonds pour pouvoir maintenir le déficit total à 350 millions de dollars.

L'augmentation nette des dépenses que nous escomptions à cause de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain est demeurée faible, mais comme l'Alberta, en particulier, a décidé de réduire sa production, nous avons dû augmenter nos importations, ce qui veut dire que les dépenses